L'Abeille
de la Nouvelle-Orleans
Journal Hebdomadaire
Fondée le 1er Septembre 1827

Publiée par le Times Picayune Publishing Co., au Times-Picayune Building, Square Lafayette, Nouvelle-Orléans, Lne., Téléphone Main 4100.

Enregistré à la Poste de la Nouvelle Orléans, Lne., comme matière de deuxième classe, conformément à l'acte du 3 Mars, 1879.

En Louisiane et au Mississippi, par an $2.50
Pour les Etats-Unis, un an $3.00
Par mois 25c

ENFIN SEULS

C'est le cri qu'avec tristesse assurément, mais non sans un certain soulagement, ont poussé la plupart des Français se voyant enfin délivrés d'une collaboration qui, depuis l'armistice, les a abreuvés d'amertume et de déceptions.

Ce leur paraît une délivrance de sortir un moment de cette atmosphère de marchandages, de ce terrain parsemé de pièges où, avec une habileté prodigieuse et une ténacité inlassable, nous avait entraînés non pas l'Angleterre assurément, mais M. Lloyd George.

Grâce à cette sorte de trêve, nous pourrons plus aisément nous ressaisir, voir plus clair dans notre jeu et faire enfin notre politique comme depuis si longtemps le Premier anglais fait la sienne.

Avec cette différence cependant que, tandis que cette dernière vise exclusivement, ou du moins croit viser des intérêts anglais, la nôtre prétend servir à la fois les intérêts britanniques et les intérêts français, solidaires sur presque tous les points.

De ces points, les plus essentiels et les plus urgents, sont précisément ceux sur lesquels les deux politiques semblent le plus profondément divisées: la question des Réparations, et celle du proche Orient.

Examinons-les, non pas dans la multiplicité des détails, auxquels le grand public ne peut apporter une compétence et une attention suffisantes, mais dans leurs grandes lignes, qui paraissent très claires.

Quelle est, sur ces deux points, la politique de M. Lloyd George?

C'est d'une part, que pour mettre fin à la crise économique qui sévit sur l'Europe entière, il faut avant tout, avant surtout de venir en aide à la France ruinée par la commune victoire, renflouer l'Allemagne, dans le fallacieux espoir qu'elle deviendra la meilleure cliente de l'Angleterre.

C'est d'autre part, que pour régler la question du proche Orient, il faut sacrifier la Turquie à la Grèce, et par là substituer à l'influence française plusieurs fois séculaire, l'influence britannique, qui, avant la guerre, y était à peu près inexistante.

En résumé: politique de collusion avec l'Allemagne dans la question des Réparations, de collusion avec la Grèce dans la question du proche Orient.

Si la politique française suivait les suggestions de M. Lloyd George, on aboutirait inévitablement, en écartant toutes les considérations de justice et de droit et en s'en tenant aux conséquences purement matérielles, à ce double résultat:

L'Allemagne, sortie indemne de la faillite frauduleuse qu'elle a si habilement organisée, ayant intensifié aux frais de ses victimes devenues ses vainqueurs, ses chemins de fer, ses canaux, ses ports, sa marine marchande, son outillage industriel; ayant réorganisé tant sur son propre territoire que sur celui de la Russie, son personnel et son matériel de guerre; l'Allemagne enfin se redressant plus puissante que jamais dans sa triple armature militaire, maritime, économique.

Et d'autre part, la Turquie, dépouillée et opprimée, obligée de se jeter définitivement dans l'alliance germano-bolchevique qui d'ailleurs lui tend les bras.

De cette triple alliance, sortiraient plus menaçants qu'autrefois, ce Mittel-Europa et cette hégémonie germanique qui furent les causes profondes de la guerre.

Est-ce cela que veut M. Lloyd George, ou bien est-il le seul à ne pas l'avoir prévu?

Si l'Angleterre devait persévérer dans cette politique, et si nous ne parvenions pas à en prévenir les effets, avant quelques années, l'Europe verrait se dérouler un nouveau drame dont il n'est pas difficile d'esquisser le développement:

Premier acte: démembrement de la Pologne (implicitement prévu dans le traité de Rapallo);

Deuxième acte: écrasement de la Belgique et invasion de la France.

Et si ces crimes pouvaient être consommés.

Troisième acte: occupation d'Anvers, de Dunkerque et de Calais, c'est-à-dire, avec les engins de la guerre moderne, sur terre, sur mer et dans les airs, l'Angleterre seule face à face avec sa plus puissante rivale économique dans le monde de demain.

Voilà l'abîme ou nous conduirait cette politique.

Si les compatriotes de M. Lloyd George ne voient pas le péril, il faut les plaindre, et malgré eux, en nous défendant, les défendre.

Dans quelques jours sans doute, va s'ouvrir entre l'Angleterre et nous, sur la question du proche Orient, une nouvelle conversation, sinon au nouveau conflit.

Ce qui vient de se passer à Londres et à Constantinople nous permet de discerner "la manière" du Premier anglais.

Elle consiste à nous mettre en face du fait accompli.

En faisant précéder la réunion de Londres de la note Balfour qui écartait toute discussion sur les dettes interalliées, en déclarant préalablement qu'un moratoire était indispensable à l'Allemagne, il avait par avance frappé cette réunion de stérilité. Il fallait se soumettre ou se démettre.

En laissant s'effectuer, sous le canon de l'escadre britannique, c'est-à-dire en favorisant la concentration des troupes grecques en Thrace; en approuvant, comme il l'a fait à la Chambre des Communes la déclaration d'autonomie de Smyrne, M. Lloyd George nous a révélé ce qui allait se passer pour la question d'Orient. Si on le laisse agir, il rallumera un formidable incendie.

Là encore il nous faudra peut-être reprendre notre liberté d'action. Et là encore, si paradoxal que cela puisse paraître, en défendant nos intérêts, nous défendrons aussi les véritables intérêts anglais; car, pas plus que la France, l'Angleterre ne doit avoir contre elle: l'Islam.—Général Aubier.

UN AMERICAIN TYPIQUE
HENRY FORD

L'homme dont on parle le plus, aux Etats-Unis, c'est Henry Ford, le constructeur d'automobiles à bon marché. Et c'est justice, car Ford représente un type d'Américain qui est presque, aux regards du monde entier, l'Américain légendaire et typique, celui qui n'a pas travaillé dans les universités, qui n'est pas un scholar, qui n'a pas appris la vie dans les livres, mais qui s'est lancé jeune dans la mêlée, qui a fait fortune en exploitant jusqu'au bout une idée et une seule, qui ne tient aucun compte des préjugés, parce qu'il les ignore, qui va droit son chemin en se souciant peu de savoir s'il ne va pas tout briser devant lui, et qui monte au pinacle ou qui fait la culbute, mais sans jamais écouter que ses intuitions et ses divinations de la réalité.

En ce moment, Ford occupe l'attention publique américaine de diverses façons:

D'abord, sa querelle avec les juifs. On sait que Ford, qui découvre le monde avec une parfaite ingénuité, a tout d'un coup constaté qu'il existait un certain nombre d'israélites aux Etats-Unis, dont beaucoup, débarqués depuis peu de Pologne, de Roumanie et de Hongrie, ne sont pas encore assimilés, et qui, en fait, font le tourment bien plus encore des israélites riches des Etats-Unis que des chrétiens de là-bas. Et là-dessus, Ford s'est mis à faire la théorie de l'antisémitisme américain dans son journal, le Dearborn Independant. Bien entendu, il a été immédiatement l'objet de représailles: on a vendu dans les rues de toutes les villes américaines des numéros d'un journal spécialement créé pour injurier Ford l'antisémite. M. Hearst a entrepris une campagne contre lui dans le Hearst's International Magazine. De petites gazettes de cinéma, elles-mêmes, rédigées à New York par des israélites, ont publié des articles où Ford se faisait traiter de minus habens et de pauvre ignorant. Et il semble que, à l'heure actuelle, devant tout ce bruit, Ford ait compris qu'il était préférable de stopper sa campagne antisémite.

Ford était en même temps le contre d'une grande affaire politique: aux élections sénatoriales dernières, Ford, candidat démocrate dans le Michigan, a été battu de très peu par le candidat républicain, M. Newberry. Mais M. Newberry a été l'objet d'une enquête pour avoir dépensé dans sa campagne électorale des sommes bien supérieures à celles admises par la loi américaine pour une campagne sénatoriale. Finalement, la majorité républicaine du Sénat a validé l'élection de M. Newberry, mais sans un enthousiasme excessif. Et, finalement, cette défaite a certainement ajouté à la popularité de Ford.

La maison Ford, de Detroit, lance un tracteur agricole. Bruit, tapage, advertising, réclame.

Henry Ford, appuyé par son ami Edison, propose au gouvernement américain d'acquérir les installations hydroélectriques de Muscle Shoals, créées durant la guerre et dont le gouvernement ne semble pas tirer parti. Il construira la plus grande usine de nitrate du monde; il révolutionnera l'agriculture américaine en lui dônnant l'engrais à un prix dix fois au-dessous des prix actuels; il construira une ville modèle pour loger les ouvriers de l'usine. Emoi, grand émoi dans le monde agricole américain. Les fabricants d'engrais chimiques dressent l'oreille. L'opinion publique est pour Ford. Les ouvriers surtout. Il y a bataille au Parlement américain, où la majorité républicaine se rappelle que Ford est un adversaire politique. Muscle Shoals a déjà valu à Ford peut-être un million d'articles de journaux. Il y a des gens qui payeraient cher pour une réclame pareille.

Ford restaure sa ferme natale de Dearborn dans l'état où elle se trouvait, il y a cinquante ans, lorsqu'il y vécut son enfance. Il veut en faire un Musée Ford. Tout simplement. Articles, photos, advertising, réclame.

M. Henry Ford publie ses mémoires, écrits en collaboration avec Samuel Crowther, dans le MacClure's Magazine. On fait là-dessus une intense réclame dans tous les magazines et journaux américains.

Mais ce n'est pas fini, Ford laisse se créer, à Dearborn, une association qui va préparer sa candidature à la présidence de la République des Etats-Unis. Que sortira-t-il de cette candidature? De la réclame tout au moins. Et ce sera justice.

Je me demande parfois si l'on ne devrait pas aussi nous dire le nom du chef de la publicité de la maison Ford, qui réussit à faire imprimer si souvent le nom de Ford dans les périodiques américains. Ou bien si ce ne sont point là des manifestations spontanées de l'essoir d'un génie spécifiquement américain. En tout cas, Henry Ford est un homme bien sympathique: il apporte des faits, des idées, du mouvement, du bruit dans le grand cinématographe du monde, et dans ses photographies il apparait toujours avec un sourire. Encore un trait bien américain: ne pas avoir l'air sombre et romantique lorsque l'on vous photographie. Ford connaît bien son public.—Georges Pierredon.

UN AMI DE LA FRANCE
QUI DISPARAIT

Dans le lointain, à l'origine de cette carrière, vers 1885, apparait un jeune homme d'aspect assez frêle, fils d'un pauvre sollicitor de Dublin, pliant sous la charge de sa famille. Le rédacteur en chef d'un journal d'enfants qui paraissait alors à Londres le vit un jour entrer dans son cabinet. Précédemment, il avait accepté de lui quelques essais. Alfred Harmsworth essaya d'obtenir de lui une collaboration régulière. Il fut accueilli favorablement. Mais la bienveillance du rédacteur en chef ne manqua pas de faiblir quand il apprit que le timide débutant avait rendu visite au propriétaire du journal, proposant d'accomplir à moitié prix le travail de son protecteur. Ce trait "d'arrivisme" juvénile nous laisse découvrir l'acharnement que déployait alors le futur Napoléon du journalisme britannique pour arriver à la fortune. Déjà, en ces années reculées, nous l'apercevons entouré de ses sept ou huit frères, dont il assurera magnifiquement l'existence. C'est un véritable clan irlandais, le clan Harmsworth qui, sous sa conduite se met en branle vers de riches conquêtes.

L'invention journalistique de ces nouveaux venus, dans leur jeunesse, est une revue populaire où l'on converse avec le lecteur, où l'on pourvoit à ses amusements et passe-temps. On l'entretient de tous les sujets, excepté la politique. Littérature, bien médiocre, mais où se décèle le talent de recruter un public—pour ne point parler du talent de "faire" de l'argent—et de le retenir. Bientôt, dans le monde anglo-saxon, ses exploitants s'appellent légion. Tel est le premier stade. Le second stade commence avec l'achat de l'Evening News qui, auparavant, n'avait fait que végéter, et surtout avec la création du Daily Mail en 1896. Voilà le journal dit "moderne." L'idée première est de surpasser le Daily Telegraph qui réussit à donner pour un penny (deux sous) ce que les journaux plus anciens (Times, etc.) donnent pour un prix deux ou trois fois supérieur. Le Daily Mail ne coûte qu'un sou. Mais, ici, les nouvelles et les articles sont plus sommaires et plus frappants. Les contrastes violents sont recherchés avec une diligence et une témérité parfois excessives. A la langue académique des feuilles plus graves est substitué un parler aussi vivement frappé que possible. Tous ces moyens sont mis au service de la démocratie conservatrice, des dialecticiens délicats qui s'appellent lord Salisbury et M. A. J. Balfour. Ils ne sont pas rebutés. En 1904, le second ouvre la Chambre des Lords à Alfred Harmsworth, qui devient le premier baron Northcliffe, du nom de sa maison de la côte orientale.

Ayant trouvé la formule du journal de la plupart, lord Northcliffe s'attache à renouveler la formule du journal du petit nombre. Une première tentative à l'Observer l'a mis sur la voie. En 1908, après une rivalité d'enchères avec feu sir A. Pearson—un simple imitateur—lord Northcliffe obtient du chef de la famille Walter alors régnant (A. F. Walter IV) l'empire du Times. A. F. Walter IV et, après lui, John Walter V conservent leur trône, la présidence du conseil d'administration. Ils règnent. Auprès d'eux exerce désormais l'omnipotence un énergique maire du palais débordant de projets ambitieux. Un frisson secoua tous les gens de Fleet Street (la rue des journaux) lorsque fut connue la "révolution" de Printing House Square—c'est le nom que l'on emploie fréquemment, à Londres, pour désigner le Times de même que l'on dit Westmnister quand il s'agit du Parlement.

Nous sommes à la veille de la guerre. Ayant achevé son tour d'Europe de près de vingt années, débarque dans la capitale britannique Henry Wickham Steed, promu au poste de Foreign Editor, soit directeur des services de politique étrangère. Une amitié de plus en plus étroite et qui ne se démentira pas le lie à son chef. Ce sont les grandes années.

Dans cette Angleterre de 1913, indécise et si molle dans ses rapports avec le continent, Henry Wickham Steed apporte le fer, le fer de sa profonde connaissance de l'Europe germanique, le fer de ses prophéties et de ses exhortations. Il proclame la fin du splendide isolement, il annonce l'épreuve qui renouvellera la carte des nationalités et décidera des libertés européennes, la liberté britannique comprise. Dans la petite oligarchie insulaire, le Foreign Editor du Times fait presque scandale quand il proclame que le destin de son pays est lié non seulement au destin de la France, mais aussi à celui de la Serbie. Sa droiture, la force de ses convictions et jusqu'à la tournure quelque peu romantique de son esprit triomphent des résistances et des répugnances: il s'élève au-dessus de ses pairs.

Ce sera l'honneur de lord Northcliffe que d'avoir constamment soutenu Henry Wickham Steed. De son vivant, il en fut récompensé. Dès 1915, son rôle s'élargit. Campagne pour un plus vaste armement, de plus abondantes munitions, campagne pour le service militaire obligatoire. Campagne contre M. Asquith et ses méthodes impropres à la conduite de la guerre. Les insolences de lord Northcliffe effarouchent (il écrit un jour que M. Asquith et le présent lord Balfour sont des "vieilles femmes"), mais elles portent. Dans l'avènement de M. Lloyd George, en décembre 1916, il tient un rôle capital.

Nous en arrivons au dernier chapitre, la brouille avec le dictateur de Downing street. Elle se dessine dès l'automne de 1917: le propriétaire du Times, qui fut envoyé en Amérique comme haut commissaire et qui, peut-être, eût désiré y être maintenu comme ambassadeur, refuse le poste de ministre de l'air, alléguant que, dans nombre de ses actes, le ministère n'a pas son approbation. Une trève est conclue: lord Northcliffe est nommé, en 1918, directeur de la propagande. Puis, dans l'été de la même année, c'est la bifurcation définitive. Il dénonce l'alliance électorale que le chef du gouvernement est sur le point de conclure avec sir George Younger, le chef des comités conservateurs. "Allez droit votre chemin," lui répète-t-il, "ne vous enfoncez pas dans les marécages électoraux!" A mesure que les mois s'écoulent, entre les deux hommes la guerre devient plus âpre. Pour fléchir lord Northcliffe, pour le séparer de son principal collaborateur, tous les moyens sont employés, les menaces et les caresses. Malade, ayant vendu sa maison de Londres et sa maison de campagne, voyageur errant, mais jamais détaché de ses affaires, établissant tour à tour son poste de commandement en Amérique, en Australie ou à Fontainebleau, il résiste et s'en tient à la ligne librement choisie.

En certaines occasions, notamment dans les controverses affectant l'amitié anglo-américaine, dont il s'est constitué le champion, il intervient avec succès et le gouvernement fléchit. Les Français n'oublieront jamais les services qu'il rendit à l'Entente cordiale, services inappréciables en dépit de ce qu'ont pu dire de sottes gens. Jusqu'à la dernière heure, il aura pratiqué l'exemple donné par son prédécesseur de Printing House Square, John Walter III, qui, jaloux de son indépendance, renvoya la vaisselle d'or du roi de Portugal.—G.

FLEAU A DETRUIRE

L'homme, atome imperceptible, vit encerclé dans un monde de fatalités. Le miracle de son intelligence consiste d'abord à les comprendre et puis, rusant et truquant avec elles, à en "dissocier" quelques-unes, suivant l'expressive formule du docteur Gustave Lebon, et parfois à les asservir ou d'autres fois à les exterminer.

Contre la maladie et la mort, la médecine mène depuis cent ans une lutte acharnée qui compte bien des victoires. Sur presque tous les points l'ennemi bat en retraite. Nous vivons plus longtemps que nos pères, vieillissons moins vite et remédions couramment à nombre de leurs misères. D'autres triomphes sont à l'horizon, qui laissent espérer d'ici un siècle une véritable rénovation de la race humaine.

Le dernier livre, dont vient de s'enrichir la petite "Bibliothèque du Musée Social," met en lumière d'une manière saisissante sous la plume du docteur Leredde, l'un des maîtres incontestés de la science syphiligraphique, un fait d'une portée sociale formidable: nous sommes les maîtres aujourd'hui d'anéantir moyennant de l'ordre et de la volonté un des fléaux les plus cruels qui afflige l'humanité.

"Depuis Pasteur, écrit le docteur Leredde, la guerre—une guerre féconde qui ne fait pas de victimes—est engagée contre les maladies humaines. Celles qui frappent l'imagination populaire et qui ne sont pas, à beaucoup près, les plus dangereuses: choléra, peste, fièvre jaune, typhus, ont disparu, ou peu s'en faut, des pays civilisés. La diphtérie, la fièvre typhoïde deviennent rares. La mortalité due à la rougeole et à la fièvre scarlatine s'atténue graduellement.

Ce qui demeure à vaincre, ce sont les grandes affections chroniques qui tuent à elles seules deux ou trois fois plus d'individus que toutes les autres réunies, qui font parfois de l'homme un infirme avant sa naissance et le mettent à la charge de ses semblables.

Deux sont redoutables entre toutes: la tuberculose et la syphilis. La place d'honneur—la place d'horreur, écrirait-on volontiers—était reconnue jadis à la première. Aujourd'hui que l'on mésure mieux tous les ravages que cause directement la deuxième, on tend à les classer "ex-aequo." C'est qu'en dehors des meurtres qui lui sont attribués sans conteste, la syphilis acquise ou héréditaire est responsable pour une part variant de 30 à 100 pour 100 les affections suivantes: apoplexie, hémorragie cérébrale, ramollissement du cerveau, méningite, épilepsie, paralysie générale, atrophie musculaire, maladies du cœur, aortite néphrite chronique, etc. Chez l'enfant, débilité congénitale, rachitisme, méningite, convulsions.

On lui doit la moitié des aliénés qui peuplent nos asiles et un nombre incalculable de dégénérés de tout ordre. Elle tue environ 80,000 individus par an en France et la valeur économique et sociale qu'elle détruit ainsi peut s'évaluer aux environs de trois milliards de francs.

Or, étant donné les progrès marqués par la science depuis une quinzaine d'années, deux points sont acquis sur l'immensité des désastres qu'elle occasionne.

C'est que: 1o. moyennant un traitement relativement simple, l'individu syphilitique est d'abord stérilisable, puis guérissable:

2o. Moyennant une bonne organisation, la société est maîtresse de supprimer complètement ce fléau qui n'est transmissible que par le contact direct ou par l'hérédité.

"La syphilis, écrit le docteur Larredde, disparaîtra:

(a) Lorsque tout individu qui se sera exposé à la contagion depuis moins de soixante jours, instruit des dangers de l'infection et des conditions de la prophylaxie, se présentera chez le médecin le jour même où il aura remarqué une lésion suspecte.

(b) Lorsque tout médecin pourra faire et fera établir "le jour même," le diagnostic bactériologique:

(c) Lorsque la syphillis étant reconnue, le traitement sous les formes modernes sera appliqué le jour même et poursuivi jusqu'à la stérilisation de l'organisme."

Moralement et matériellement, nous sommes, hélas! loin en France de l'état de fait qui permettra d'enregistrer cet immense progrès. Il n'en est pas moins à la portée de notre main ou du moins de notre volonté.

"Nous pouvons, répète le docteur Leredde, supprimer ce fléau et même d'une manière rapide. Les moyens techniques qui permettent d'en amener la disparition sont aujourd'hui connus. Reste à faire l'éducation du médecin, de l'opinion publique, des pouvoirs publics et à déterminer ceux là à créer sans retard, sans économies mal comprises, avec la collaboration du corps médical une organisation analogue à celle qui se réalise actuellement dans les pays voisins."

Car aujourd'hui l'organisation scientifique et rationnelle de la lutte contre la syphillis est sortie de l'utopie. Dans une magnifique conférence prononcée l'autre jour au Musée Social, le docteur Bayet a exposé selon quelles méthodes le mal est combattu aujourd'hui en Belgique et sa foi profonde d'arriver à l'anéantir dans dix ou vingt ans.

Si à la résistance de Liège, qui brisa le premier élan du pangermanisme agresseur, nos amis Belges ajoutent la destruciton de la syphilis, on peut dire qu'ils auront débarrassé l'humanité de deux des fléaux les plus cruels qui l'aient torturée et largement mérité d'être cités à l'ordre du jour de la civilisation.—André Lichenberger.

POUR LA GLOIRE

Le professeur Bergonié vient d'être amputé du bras droit, on nous en a annoncé hier la douloureuse nouvelle; cette amputation avait été rendue nécessaire par les brûlures profondes causées au savant radiographe par les rayons X.

Là-dessus, on a une minute d'émotion; on écrit quelques considérations attristées sur les "victimes de la science"; et puis on soulève son chapeau, on salue, et on passe...

Je ne voudrais pas que l'on passât aussi vite. Je voudrais que l'on réfléchît un instant à ce que des "cas" comme celui du professeur Bergonié représentent de poignant, d'admirable, et d'exemplaire, venant après le martyre d'un Infroit, d'un Vaillant ou d'un Leray.

Voilà un homme qui sait, mieux que personne, les risques effroyables que comporte l'exercice de la radiothérapie; il a vu Leray, Vaillant, Infroit; que dis-je, il s'est vu lui-même, puisque l'on nous apprend aujourd'hui—détail ignoré jusqu'alors, détail sans importance—que déjà sa main droite avait été cruellement brûlée, et qu'il avait dû subir l'ablation de plusieurs doigts.

Après les doigts, c'est la main, c'est le bras qui sera gagné tout entier; cela, le professeur le sait bien, je le répète, il le sait d'autant mieux, n'est-ce pas, que c'est lui qui l'enseigne aux autres...

Et néanmoins, sans plainte, sans crainte, il poursuit ses recherches, il continue ses travaûx; il y perdra son bras, mais il en a fait déjà, d'avance, le sacrifice raisonné, volontaire; que lui importe sa propre souffrance, puisqu'il croit qu'il y a au bout la guérison des souffrances d'autrui!....

Oui, je pense qu'il convient de méditer un peu l'exemple d'un Bergonié; c'est un exemple qui exalte, et qui réconforte, à cette époque de jouissance effrénée et d'égoïsme exaspéré.

Car, qu'est-ce que ça lui rapporte, au professeur Bergonié, de risquer, après son bras, sa vie peut-être? Ça ne lui a pas rapporté, assurément, les gains d'une banque heureuse au Casino de Deauville!...

La gloire? Dix lignes dans les journaux, beaucoup moins certes qu'une vedette de cinéma ou un champion de tennis ou quelque jolie dame emperlée qui a perdu ou qui va perdre son collier de perles...

Mais au fait, quel est le grade du professeur Bergonié dans la Légion d'honneur?... Quelle nomination ou quelle promotion va-t-on lui accorder, comment ne la lui a-t-on pas déjà accordée, par télégramme?

Car il faudrait au moins que le télégraphe servît à quelque chose—et aussi la Légion d'honneur.—Franc-Nohain.

Comment l'Allemagne a su se faire payer
Lille et les contributions de guerre

L'Allemagne ne prie pas...

La France, qui veut toucher le montant des réparations, se trouve aux prises avec des difficultés toujours plus nombreuses. Certains de ses alliés ne se font pas faute de la gêner encore de toutes les manières. On lui reproche de demander des garanties alors qu'elle aurait le droit d'envisager des sanctions. On s'oppose à ce qu'elle "exaspère" les Allemands. On craint qu'elle ne les malmène...

La "Revue des deux Mondes" publie cette semaine un article de M. Maurice Lewandowski, admirablement fait pour justifier notre politique.

Sous le titre "Comment l'Allemagne a su se faire payer," l'auteur nous expose la façon dont les Allemands pratiquèrent à Lille, pendant quatre ans, le système des contributions de guerre.

Ce serait pour M. Lloyd George un ample sujet de méditation.

Nous sommes heureux de reproduire les extraits suivants de cette excellente étude:

"Après la période d'accalmie qui suivit la bataille de la Marne, nous arrivons aux jours tragiques du commencement d'octobre, pendant lesquels Lille, sans défense, doit subir les horreurs d'un bombardement et d'un incendie qui détruisirent plusieurs quartiers. Le 12 octobre, la ville étant définitivement occupée, commence le régime de terreur sous lequel vécut, pendant quatre ans, cette vaillante cité, devenue l'un des sièges de l'organisation allemande en pays envahis.

"Avant le 1er novembre, la ville avait déjà versé 1,300,000 francs et, sous le coup de nouvelles demandes, exposait à l'autorité allemande que toutes ses disponibilités étaient épuisées, et qu'elle ne pouvait espérer aucune recette. On lui répond en la frappant d'une contribution de guerre de 8 millions, à régler sans délai et sans discussion: ordre du général gouverneur von Heinrich.

"Le 5 novembre, le maire, M. Charles Delesalle, adresse à ses concitoyens un émouvant appel pour leur exposer la détresse de la ville, et solliciter leur généreux concours. Il s'agit, en effet, de réunir cette somme en espèces, or et argent, ou en billets de la Banque de France, contre lesquels la ville remettra des bons communaux, qui deviendront la seule monnaie courante pendant l'occupation.

"Sur ce premier appel, la ville obtient le tiers de la somme exigée, mais il faut éviter à tout prix les sanctions dont la première serait la violation des biens privés. Pour ce nouvel effort, une grande voix se fait entendre, celle de l'évêque de Lille, qui adresse à ses fidèles une lettre pastorale, magnifique exemplaire d'union sacrée. Cette lettre est lue en chaire, à chacune des messes dans toutes les églises et chapelles publiques, où elle reste ensuite affichée.

"Cela se passait en novembre: ce n'était qu'un commencement. Le 10 décembre, la scène s'élargit, et ce n'est plus seulement Lille, ce sont les communes de la région lilloise qui sont invitées à payer."

Aux protestations des maires, von Heinrich répond par des menaces et comme la contribution ne s'exécute pas très rapidement, le gouverneur allemand s'attaque à la propriété privée.

"Voici l'injonction adressée le 23 janvier 1915 à la ville de Saint-André:

"On dit que les habitants ne peuvent faire davantage et que, justement, les riches se sont enfuis. Ces derniers ont cependant en général des dépôts d'argent dans les banques, et c'est à la ville de se rapporter à ces biens. Rien n'empêche aussi de vendre des objets d'art ou des papiers de valeurs pour racheter la contribution de guerre, au cas où il y aurait manque absolu d'argent liquide. Le produit de cette vente viendra en déduction de la somme des contributions de guerre."

"Retenons ce conseil, qu'à notre tour nous pourrions donner à l'Allemagne pour payer les frais de l'occupation dans la région du Rhin: réquisitionner ses titres étrangers, ou se faire de l'argent avec les œuvres d'art des musées de Berlin, de Dresde ou de Munich...

"Devant l'attitude des communes sans ressources qui se refusent à sortir de la légalité, le général von Heinrich annonce l'entrée en vigueur du système des sanctions. Communication est donnée de cette décision au préfet du Nord, par une lettre pleine de nouvelles menaces, non plus contre les biens, mais contre les personnes:

"J'ai le ferme soupçon que vous encouragez les communes dans leur résistance passive. Je vous impose le devoir d'exercer sur les communes toute votre influence, afin qu'elles remplissent leur obligation vis-à-vis de l'autorité allemande, ponctuellement et totalement.

"Si au 12 février 1915, les sommes arriérées ne sont pas payées par les communes, je procéderai contre vous.

"J'ai menacé les communes de leur défendre l'importation de charbon, si les sommes échues ne sont pas versées au 12 février 1915."

"A cette sanction, le préfet du Nord répond par une protestation contre l'illégalité des mesures proposées, et revendique toute la responsabilité de cette résistance passive. Pour avoir soutenu les communes dans leur lutte contre la solidarité qu'on voulait leur imposer, en vue du paiement de leurs contributions et amendes, M. Trépont, préfet du Nord est enlevé de Lille et emprisonné en Allemagne, dans une forteresse.

"La sanction contre les communes récalcitrantes a été exécutée et en plein hiver, tout combustible leur est refusé. Mais ce régime de terreur ne peut faire sortir l'argent là où il n'y en a pas. Aussi, l'effort de l'autorité allemande porte-t-il, à partir de cette époque, sur la ville de Lille qui, en raison de sa population plus dense et de son crédit, va être pressurée jusqu'à ses dernières ressources. C'est une contribution de 1,500,000 francs par mois, à raison de 300,000 francs tous les cinq jours, qu'elle est appelée à fournir, sous peine d'être aussi privée du charbon et des vivres nécessaires à sa subsistance.

"A partir de juillet 1915, s'ouvre une phase encore plus douloureuse dans les rapports entre la ville et l'autorité allemande, celle qui conduit de la menace à l'exécution. Les contributions et amendes restant à payer s'élevaient, pour l'ensemble des communes de la région lilloise, à 20 millions de francs, auxquels viennent s'ajouter 9 millions de marks, soit 11,200,000 francs, à prélever par la VIe armée, pour les dépenses d'ordre purement militaire..."

Aidée par la Société Générale de Belgique, la ville fait un immense effort pour liquider son arriéré et fait un emprunt de 16 millions.

"Le 29 septembre de la même année, le rouleau compresseur se remet en mouvement et la ville de Lille est invitée à payer, pour le mois d'octobre, non plus 1,500,000 fr., comme précédemment, mais 1,800,000...

"Lille, déjà grevée d'un ensemble de charges de plusieurs centaines de millions, doit faire face, en avril 1917, à une contribution de 24,500,000 francs, dont la moitié payable de suite, avec la mention que, pour chaque jour de retard, l'amende sera portée à 400,000 francs..."

Trois mois après, c'est une nouvelle somme de 33 millions qui est requise...

Puis c'est encore le 1er janvier 1918, 92 millions qui sont réclamés à la ville.

"Pour montrer l'écrasement financier de la ville de Lille, les chiffres ont leur éloquence. Le total des contributions de guerre et amendes qu'elle a supportées pendant tpute la durée de l'occupation s'est élevé à la somme de 184,357,241 francs. Pour faire face à toutes ces charges et à son ravitaillement, la Ville a emis un montant de 384,417,093 francs en bons communaux dont l'Etat français a dû, lors de l'armistice, assurer le remboursement."—Maurice Lewandowski.

LA RUINE EN DEUX TEMPS

Il faut nous méfier d'un phénomène d'accoutumance et d'adaptation qui finirait par nous faire trouver tout naturel de ne plus toucher d'argent de l'Allemagne.

Une théorie à la mode dans les milieux du défaitisme anglais, où préside l'esprit de Keynes, ne veut résoudre le problème des réparations qu'au second degré et comme faisant partie d'une combinaison générale de reconstruction européenne. Les réparations seraient ainsi une conclusion et non une base. On voit le côté chimérique et, pour nous, désastreux d'une pareille méthode. Nous serions ruinés en deux temps au lieu de l'être en un. Pendant qu'on chercherait à rétablir la valeur du mark et qu'on étudierait la reprise des relations commerciales avec la Russie, on laisserait les difficultés financières de la France s'aggraver jusqu'à ce que, notre position devenant désespérée, nous nous contentions de la moindre offrande. Où en serait alors la volonté nationale, si ferme encore aujourd'hui, si puissamment incarnée dans le chef du gouvernement français? Rongée peu à peu par les atermoiements et les moratoriums; à l'intérieur du pays, par les communistes et leurs associés plus ou moins conscients, elle nous conseillerait bientôt l'abdication.

Est-ce le moment qu'attend M. Lloyd George? C'est celui, en tout cas, qu'attend une Allemagne, où la volonté de ne pas payer est la seule idée commune à tous les partis